

# Bénin/Nommé Premier ministre le 18 juin dernier Lionel Zinsou a 10 mois pour "s'occuper des vraies gens"

AFP  
Cotonou/Bénin

*Bien qu'exposant ce qui ressemble à un programme de campagne, ce normalien de 60 ans se défend d'être le dauphin du président Thomas Yayi Boni.*

LE banquier d'affaires Lionel Zinsou, nommé Premier ministre du Bénin 10 mois avant la fin du mandat du président Thomas Yayi Boni, dit vouloir "s'occuper des vraies gens" et donner "les bons exemples" pendant le court délai qui lui est imparti.

A la question – qui agite la sphère politique et les médias – de savoir si ce Franco-Bénois a été choisi pour être le dauphin de M. Boni Yayi à la prochaine présidentielle, en février 2016, ce métis à la carrure imposante s'insurge du haut de ses deux mètres : « Dans quelle grande démocratie a-t-on vu un chef d'Etat dire "Voilà mon dauphin, vous pouvez l'élire" ? »

La nomination jeudi de ce normalien de 60 ans, neveu de l'ex-président béninois Émile-Derlin Zinsou, a surpris la classe politique du petit pays côtier (10 millions d'habitants) d'Afrique de l'Ouest.

Il a reçu l'AFP au milieu de sa collection d'œuvres d'art, dans sa résidence d'un quartier huppé de Cotonou, exposant, dans ce qui ressemble pourtant bien à un programme de campagne, sa vo-



Photo : AFP

Le nouveau Premier ministre béninois Lionel Zinsou.

lonté d'aller à la rencontre des "vraies gens" et de tenter de résoudre leurs problèmes quotidiens dans les 10 derniers mois du mandat de M. Boni Yayi – la passation des pouvoirs avec le vainqueur de la présidentielle est prévue en avril 2016.

Il a déjà visité le port de Cotonou, poumon économique du Bénin, avec tout son gouvernement après son premier Conseil des ministres.

"Ce qui m'importe le plus, ce serait qu'on puisse dire qu'on a pris de petites mesures proches des gens (...) Les gens ont besoin de la lumière pour que leurs enfants fassent leurs devoirs, ils ont besoin de ne pas être envahis par l'eau chaque fois qu'il y a une saison des pluies un peu forte (...), ils ont besoin de toute une série de choses qui concernent l'école, le logement, l'accès aux soins", énumère-t-il.

**RELANCER UN POUVOIR AFFAIBLI** • Le président Boni Yayi, également économiste de formation, avait été élu en 2006 avec une image de pourfendeur de la corruption, écornée depuis par plusieurs scandales financiers. Son parti a remporté les législatives en mars, mais sans majorité absolue. Et l'opposant Adrien Houngbedji, son principal adversaire à la présidentielle de 2011, a été élu en mai à la tête de l'Assemblée nationale.

La nomination surprise de M. Zinsou est perçue par les commentateurs comme une façon de donner un nouveau souffle à un second mandat durant lequel le président s'est affaibli politiquement.

Après être passé par l'entreprise Danone, le cabinet du Premier ministre français Laurent Fabius dans les années 1980 et la banque Rothschild, le nouveau

Premier ministre béninois était, jusqu'à la semaine dernière, à la tête d'un des plus gros fonds d'investissement d'Europe, PAI Partners. Il aime se comparer aux jeunes Africains de la diaspora, nombreux à rentrer dans leur pays pour y apporter leur expérience acquise à l'étranger.

Peu diversifiée et sous-développée, l'économie du Bénin s'appuie essentiellement sur l'agriculture et le commerce de transit et de réexportation vers son puissant voisin et principal partenaire, le Nigeria.

M. Zinsou a joué un rôle-clé lors de la table ronde pour le financement du développement économique du Bénin, en juin 2014 à Paris, où des bailleurs de fonds publics et privés se sont engagés à injecter plusieurs milliards d'euros dans de grands projets. L'un de ces projets vise notamment à faire du Bénin une plateforme logistique englobant plusieurs infrastructures, dont un port en eau profonde, un nouvel aéroport et la voie ferrée Cotonou-Niamey.

Une des missions du nouveau chef de gouvernement, explique l'intéressé, sera de s'assurer que ces programmes sont appliqués. Ennemi de l'"afro-pessimisme", M. Zinsou préside la Fondation franco-africaine pour la croissance, institution créée en décembre 2013 pour dépolluer les relations économiques entre la France et le continent. Un rôle qu'il dit vouloir continuer à assumer.

## Télex Afrique

• **Burundi/Elections.** Médiation: le CNDD-FPP choisit la chaise vide



Le parti présidentiel CNDD-FPP a refusé de participer hier à la première réunion organisée par le nouveau médiateur de l'Onu dans la crise burundaise, le Sénégalais Abdoulaye Bathily, en estimant que cette initiative visait à "perturber les élections".

• **Côte d'Ivoire/Enfants.** Sauvés par la police

Quarante-huit enfants ouest-africains, âgés de 5 à 16 ans et objets de trafic dans les plantations de cacao de Côte d'Ivoire, ont été secourus début juin dans le cadre d'une vaste opération policière, a-t-on appris lundi de source sécuritaire.

• **Somalie/Islamistes.** La riposte des services de renseignement

Les services de renseignement somaliens ont attaqué une réunion de "hauts responsables" shebab dans le sud du pays et vérifient si certains des dirigeants du groupe islamiste ont été tués lors du raid, selon le gouvernement somalien et des sources sécuritaires.

• **Tchad/Droits de l'Homme.** Arrestation "arbitraire" d'un militant

Un militant tchadien des droits de l'Homme, Djerlar Miankeol, a été arrêté "arbitrairement" pour avoir dénoncé "la corruption des magistrats" dans son pays, a annoncé l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme qui réclame sa libération immédiate.

## A travers le monde

• **Etats-Unis-Chine/Diplomatie.** Eviter toute "confrontation"



Malgré de multiples contentieux diplomatiques, stratégiques et économiques, les Etats-Unis et la Chine ont plaidé hier pour nouer une relation "sincère" qui permette d'éviter toute "confrontation" entre les deux premières puissances mondiales.

• **Iran/Nucléaire.** Une semaine pour conclure un accord historique

Le marathon diplomatique devant garantir que l'Iran ne s'équipera pas de l'arme nucléaire est entré hier dans sa dernière ligne droite, à une semaine de la date-limite pour conclure un accord entre Téhéran et les grandes puissances.

• **Syrie/Conflit.** Nouveau revers pour l'EI

Le groupe extrémiste État islamique (EI) a subi un nouveau revers hier dans le nord de la Syrie face aux Kurdes et leurs alliés rebelles qui se sont emparés d'une localité située sur une route stratégique.

## Rwanda/Justice

### Le chef des services de renseignement arrêté à Londres

AFP  
Londres/Grande-Bretagne

*L'arrestation du général Emmanuel Karenzi Karake s'est faite à la demande de l'Espagne qui l'accuse de "crimes de terrorisme". Kigali proteste.*

LA justice espagnole a lancé hier la procédure de demande de remise à l'Espagne du chef des services de renseignement du Rwanda, le général Emmanuel Karenzi Karake, une figure-clé du régime de Paul Kagame, arrêté par la police britannique samedi à Londres.

Le parquet de l'Audience nationale espagnole, en charge notamment des affaires de terrorisme, a demandé à un tribunal de cette même juridiction de solliciter des autorités britanniques la remise à l'Espagne du militaire rwandais.

Londres et Madrid ont fourni des explications différentes sur les motifs de l'interpellation de ce général de 54 ans, qui doit de nouveau comparaître demain devant un tribunal britannique.

L'arrestation a été réalisée "en vertu d'un mandat d'arrêt européen émis par les autorités en Espagne, où il est recherché dans le cadre de crimes de guerre contre des civils", a indiqué un porte-parole de Scotland Yard.

Une source judiciaire espagnole



Photo : AFP

L'arrestation du général Emmanuel Karenzi Karake, a provoqué une levée de boucliers à Kigali.

à Madrid a toutefois précisé que le général Karenzi Karake, alias KK, n'était plus poursuivi pour crimes de guerre – chefs d'inculpation classés fin 2014 – mais qu'il doit répondre de "crimes de terrorisme".

Le général rwandais a comparu devant un tribunal londonien dès samedi après-midi et a été placé en détention provisoire jusqu'à demain.

Karenzi Karake est considéré comme l'un des acteurs de premier plan de l'ancienne rébellion à dominante tutsi du Front patriotique rwandais (FPR, aujourd'hui au pouvoir) de Paul Kagame. Il fut aussi en 2008-2009 le numéro deux de la Mi-

nuad, la mission de paix ONU-Union africaine déployée au Darfour, dans l'ouest du Soudan.

**NEUF ESPAGNOLS** • Son arrestation a été qualifiée d'"inacceptable" par la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo.

Par ailleurs, le ministre de la Justice du Rwanda Busingye Johnston a annulé hier une visite en Espagne, où il devait être reçu par son homologue espagnol Rafael Catala, a-t-on appris auprès des autorités espagnoles.

La justice espagnole enquête depuis 2008 sur la disparition ou la mort de neuf Espagnols au Rwanda, et notamment sur le décès en janvier 1997 de trois travailleurs humanitaires de Médecins du Monde.

Elle avait émis un acte d'accusation visant 40 responsables rwandais dont Emmanuel Karenzi Karake, pour des faits de génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et terrorisme en lien avec le conflit rwandais.

Selon cet acte, le général Karake aurait "eu connaissance et approuvé le massacre de civils entre 1994 et 1997 dans les villes de Ruhengeri, Gisenyi et Cyangugu, y compris la mort de trois travailleurs humanitaires espagnols".

En octobre 2014, le juge en charge de l'affaire, Fernando Andreu, avait notifié la fin de son instruction.

Dans l'intervalle, les volets ayant trait au génocide, aux crimes

contre l'humanité et aux crimes de guerre ont été classés, en application d'une nouvelle législation restreignant la portée de la loi sur la justice universelle en vigueur en Espagne.

Seul le volet de l'enquête pour des crimes de terrorisme concernant la mort ou la disparition des neuf Espagnols est resté valide.

**THESE "REVISIONNISTE"** • Karenzi Karake faisait partie du cercle très restreint des chefs militaires de haut rang du FPR qui a mis fin au génocide de 1994 et dirige le pays depuis lors d'une main de fer.

Le génocide déclenché en avril 1994 par le régime extrémiste hutu a fait 800 000 morts, essentiellement dans la minorité tutsi. Le FPR est accusé de crimes contre des civils au Rwanda durant et après son offensive victorieuse sur Kigali, ainsi que, des années plus tard, dans des camps de réfugiés rwandais de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), que Kigali accusait d'héberger des "génocidaires".

Pour Kigali, ces accusations s'inscrivent dans la thèse révisionniste d'un "double génocide" qui accèderait l'idée d'un génocide commis par le FPR contre les Hutu, afin de minimiser le génocide des Tutsi.

Un haut responsable du ministère rwandais des Affaires étrangères a d'ailleurs rejeté le mandat d'arrêt en déclarant : "C'est une horreur. Avec toutes les pires théories conspirationnistes".